



Bâtiment A et B
2, rue Nicolas Joseph-Cugnot
35000 RENNES

TRANSITIONS PRO BRETAGNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

TRANSITIONS PRO BRETAGNE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 1A Allée Ermengarde d'Anjou
35000 RENNES
SIRET : 328 802 392 00030

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres du Conseil d'Administration de TRANSITIONS PRO BRETAGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association TRANSITIONS PRO BRETAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « **1.3.4. Référentiel comptable applicable – changement de méthode** » de l'annexe qui expose les incidences du changement de méthode comptable induit par la première application des règlements ANC 2022-06 et 2023-07.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

- **Dotations et subventions à recevoir**

TRANSITIONS PRO BRETAGNE constate des produits à recevoir au titre des dotations et des subventions non encore reçues à la clôture de l'exercice, tel que décrits en note 2.1.5 de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par TRANSITIONS PRO BRETAGNE pour identifier les produits concernés et vérifier leur correcte prise en charge dans les comptes au titre de l'exercice.

- **Charges à payer sur les engagements de formation**

TRANSITIONS PRO BRETAGNE provisionne des charges à payer sur engagements de formation pour couvrir les engagements autorisés tel que décrits en note 2.2.3 de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par TRANSITIONS PRO BRETAGNE pour identifier les charges concernées, procédé à leur estimation et mis en œuvre des tests pour vérifier l'application de ces méthodes. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité arrêté par le bureau du 26 mai 2026 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau du 26 mai 2026.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention

des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Rennes, le 12/6/2026

Signé par :

1313487FB305463...
LUDOVIC SEVESTRE
Associé



BILAN GLOBAL AU 31 décembre 2025

ACTIF	2025			2024	PASSIF	2025	2024
	Valeur brute	Amortissements & provisions	Valeur nette	Valeur nette		Valeur nette	Valeur nette
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
					Report à nouveau	538 637	1 764 361
Immobilisations incorporelles					Résultat de l'exercice	-376 850	-1 225 723
					Subventions d'investissement	1 967	3 451
Immobilisations corporelles	1 984 742	-1 101 707	883 035	808 049	Provisions réglementées		
					TOTAL I	163 754	542 089
Immobilisations financières	199 990		199 990	199 990	PROVISIONS ET FONDS DEDIES		
					Fonds dédiés	351 043	1 003 164
					Autres	409 168	364 992
TOTAL I	2 184 732	-1 101 707	1 083 025	1 008 039	TOTAL II	760 210	1 368 156
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
					Frances compétences (versement RAN CIF et excédents de trésorerie)		
France COMPETENCES	9 503 128		9 503 128	5 500 377	Emprunts et dettes assimilées		
					Charges à payer pour engagements de financement de formation	13 959 668	15 287 586
Créances sur autres subventions	2 010 891		2 010 891	3 844 998	Dettes Fournisseurs	31 395	10 008
					Dettes fiscales & sociales	215 307	373 906
Adhérents et comptes rattachés					Autres dettes	184 960	3 841 173
Autres créances	140 298		140 298	65 430	Fonds réservés remboursables		
Valeurs mobilières de placement	2 161 695		2 161 695	6 641 031			
Disponibilités	384 968		384 968	4 328 305			
Comptes de liaison Entre dispositifs	662 711		662 711	411 545	Comptes de liaison Entre dispositifs	662 711	411 545
Charges constatées d'avance	31 290		31 290	34 738	Produits constatés d'avance		
TOTAL II	14 894 981		14 894 981	20 826 424	TOTAL III	15 054 041	19 924 218
TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	17 079 713	-1 101 707	15 978 006	21 834 463	TOTAL DU PASSIF (I + II + III)	15 978 006	21 834 463



COMPTE DE RESULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2025

RESULTAT	PTP 2025	FIPU 2025	PUR 2025	TRANSCO 2025	TOTAL 2025	TOTAL 2024
CONCOURS DE FRANCE COMPETENCES	18 056 262	1 880 051	550 773	32 680	20 519 766	20 190 757
COFINANCEMENTS	-787 659		787 659			
SUBVENTION DE FORMATION	121 502				121 502	2 510 293
UTILISATION DES FONDS DEDIES	614 398				614 398	
AUTRES PRODUITS DE FORMATION						
TOTAL PRODUITS DE FORMATION	18 004 503	1 880 051	1 338 432	32 680	21 255 666	22 701 050
Charges de formation	16 811 092	1 815 006	1 325 113	37 697	19 988 908	21 378 615
Reversement au titre des disponibilités excédentaires				5 563	5 563	167 723
Reports en fonds dédiés						745 730
TOTAL CHARGES DE FORMATION	16 811 092	1 815 006	1 325 113	43 260	19 994 472	22 292 068
TOTAL I - RESULTAT DES ACTIVITES DE FORMATION	1 193 411	65 045	13 319	-10 580	1 261 194	408 982
Subvention de fonctionnement	1 484				1 484	108 533
Transferts de charges						2 330
Reprises de provisions pour risques et charges						9 892
Utilisation des fonds dédiés	37 724				37 724	41 777
Autres produits	9 671				9 671	238
TOTAL PRODUITS LIES AU FONCTIONNEMENT	48 878				48 878	162 770
Autres achats et charges externes	315 887	18		774	316 680	363 122
Impôts et taxes	93 239				93 239	100 469
Charges de personnel	1 147 079	56 384	13 319		1 216 782	1 290 851
Dotations aux amortissements et provisions	147 153				147 153	90 515
Reports en fonds dédiés						85 000
Autres charges	10 203				10 203	27 602
TOTAL CHARGES LIEES AU FONCTIONNEMENT	1 713 561	56 402	13 319	774	1 784 056	1 957 559
TOTAL II : RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-1 664 683	-56 402	-13 319	-774	-1 735 178	-1 794 789
TOTAL III : RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II)	-471 272	8 643		-11 355	-473 984	-1 385 808
PRODUITS FINANCIERS	102 896	23 356			126 253	373 099
CHARGES FINANCIERES						321
TOTAL IV : RESULTAT FINANCIER	102 896	23 356			126 253	372 777
PRODUITS EXCEPTIONNELS						14 756
CHARGES EXCEPTIONNELLES						138 920
TOTAL V : RESULTAT EXCEPTIONNEL						-124 165
IMPOT SUR LES BENEFICES (VI)	23 513	5 606	0	0	29 119	88 528
EXCEDENT OU DEFICIT (III + IV + V - VI)	-391 889	26 393		-11 355	-376 850	-1 225 723